



Pour une véritable rupture

Salaires, emplois, santé

En grève et dans la rue le 4 février 2021

L'année 2020 a été marquée par la pandémie et ses conséquences sanitaires, économiques, sociales et démocratiques. Celles-ci sont aggravées par des décisions gouvernementales désastreuses pour le monde du travail et la population.

Le plan de relance affiché par le gouvernement n'est en rien un plan de rupture avec les politiques de casse de l'emploi, de pression sur les salaires et sur les conditions de travail et d'affaiblissement de la protection sociale. Au contraire, il plonge une grande partie de la population et notamment la jeunesse dans la précarité et la pauvreté.

Les réformes successives, contestées fortement, facilitent les licenciements et les suppressions de postes dans le privé comme dans le public.

En Bretagne, on dénombre 80000 personnes sans emploi de plus depuis mars 2020, la moitié dans la métropole rennaise. Pour le plus grand nombre, il s'agit de travailleurs précaires, des CDD non renouvelés, des intérimaires remerciés, des licenciements individuels dans les très petites entreprises (artisanat, restauration, commerce...).

Les gagnants sont toujours les mêmes ! Le CAC40 a augmenté les dividendes versés à ses actionnaires de 269% en 20 ans, tout en délocalisant, en supprimant les emplois et en pressurant les salariés.

Ce constat impose de contrôler et de conditionner socialement et écologiquement les aides publiques. Il faut un véritable plan de relance combinant investissement public massif et soutien des revenus des plus fragilisés ou précaires.

C'est le chemin inverse que prend ce gouvernement.

Rien pour les petits salaires ! La ministre du Travail annonce, presque comme une provocation, une revalorisation du SMIC en dessous de 1% pour 2021, faisant passer le taux horaire de 10,15 à 10,25 €.

Rien non plus pour les « 1ers de corvée », exposés depuis le début de la pandémie ! Toutes et tous devront attendre une hypothétique négociation dans leurs secteurs professionnels fin 2021.

Rien pour les soignant.es qui dénoncent un plan Ségur insuffisant et beaucoup d'oubliés-es.

Rien pour les personnels de l'éducation nationale alors que le simulacre de concertation autour d'un Grenelle de l'éducation est au point mort. **Rien pour l'ensemble des fonctionnaires** dont le point d'indice reste gelé.

Rien pour la jeunesse. Les chiffres sont pourtant clairs : 47% des jeunes s'inquiètent pour leur emploi, le taux de chômage des jeunes a dépassé les 20%. Le second confinement les a fait plonger dans l'extrême précarité. Nombre d'entre elles et eux ne mangent plus à leur faim. A cela s'ajoute la difficulté de suivre les cours à distance, la peur de l'échec, l'isolement et une détresse psychologique forte. Avec ses mesures insuffisantes, restrictives et incohérentes, le gouvernement sacrifie toute une génération !

Avec la relance du débat sur la réforme des retraites là encore, il n'y a ni plan de relance, ni plan de rupture mais la poursuite du même objectif libéral de casse de l'appareil productif, des services publics, et de notre système de sécurité sociale.

La réponse aux besoins de toute la population, des travailleur·euses, des privé·es d'emploi, des retraité·es, l'avenir de la jeunesse et la réussite de la transition écologique imposent la création de millions d'emplois. Cela passe notamment par le partage et la réduction du temps de travail sans perte de salaire.

Dans le secteur de la santé par exemple, alors que le gouvernement tergiverse sur les mesures à prendre pour éviter l'engorgement des services de réanimation, c'est 400 000 emplois à créer dans les hôpitaux, les maisons de retraite et l'accompagnement des malades et des personnes en perte d'autonomie. Les besoins sont importants aussi dans toute la fonction publique.

Il est indéniable aujourd'hui, après la pénurie de masques du printemps dernier, qu'il faut relocaliser une partie de notre production et en particulier notre industrie. Être en capacité de produire en France, sous contrôle citoyen et public, des médicaments et du matériel médical et de protection ne peut plus faire débat.

Dans ce contexte les attaques liberticides du gouvernement se multiplient. La loi sécurité globale est un outil utilisé par le gouvernement et le patronat pour imposer leurs mesures de destruction sociale au seul profit du capital. Nous ne sommes pas dupes !

Les organisations CGT, FO, FSU, Solidaires, Union Pirate, Solidaires Étudiant·es, FSE d'Ille-et-Vilaine appellent, dans une dynamique de convergences et de renforcement des luttes, à un temps fort commun interprofessionnel de mobilisations et de grève le 4 février 2021.

Elles proposent un processus de mobilisations et initiatives dès le mois de janvier. Des déploiements locaux, des tractages et des assemblées générales doivent se tenir sur les lieux de travail et dans les territoires. Ils permettront de faire de la deuxième quinzaine de janvier une période de mobilisations professionnelles pour l'emploi avec notamment 3 journées phares dans la santé le 21, l'éducation nationale le 26 et dans l'énergie le 28 janvier.

- **Pour un véritable plan de rupture qui conjugue emploi, progrès social et enjeu environnemental**
- **Pour l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices et celles qui bénéficient des aides publiques**
- **Pour le retrait définitif des lois de réforme des retraites et de l'assurance chômage**
- **Pour l'augmentation des salaires et la réduction du temps de travail**

**Toutes et tous
en grève le 4 février**

**Manifestation 11h
espl. Ch de Gaulle RENNES**